



rencontre

« La pauvreté dans le monde est une création artificielle »

Prix Nobel de la paix 2006, **Muhammad Yunus** est le fondateur de la Grameen Bank, qui, depuis plus de trente ans, propose des crédits aux plus démunis. Dans son dernier essai *Vers un nouveau capitalisme* (JC Lattès), il pointe les limites du système capitaliste, et théorise le « social-business », une activité économique qui n'est pas exclusivement tournée vers le profit. À l'heure où le système bancaire est en crise, l'économiste et philosophe français **Yann Moulier Boutang**, auteur du *Capitalisme cognitif* (Amsterdam), a rencontré à Paris celui que l'on surnomme le « banquier des pauvres ». PROPOS RECUEILLIS PAR SUZI VIEIRA

Yann Moulier Boutang : Vous êtes, en tant qu'économiste, spécialiste de développement et pas du tout de la banque. Comment en êtes-vous venu au problème du crédit ?

Muhammad Yunus : En 1974, une terrible famine ravageait mon pays, le Bangladesh. À l'époque, j'enseignais l'économie à l'université de Chittagong. Dans ce contexte, il m'était de plus en plus difficile de professer le fonctionnement supposé parfait du libre marché quand, dehors, des milliers de personnes mouraient ! J'ai décidé d'aider ces gens. En me rendant dans le village de Jobra, je me suis aperçu que beaucoup de villageois avaient recours au prêteur local pour acheter des matériaux servant à fabriquer et vendre des objets artisanaux. Tout cela à des taux exorbitants. J'ai envoyé quelques-uns de mes étudiants faire la liste des personnes concernées. Il y avait, au final, 42 noms qui devaient au total l'équivalent de 27 dollars. J'étais choqué que les gens souffrent tant pour si peu. Quelle leçon pour un économiste ! Face à un problème aux conséquences graves, la solution était simple : si je prêtais les 27 dollars à ces 42 personnes, elles seraient libérées des usuriers. C'est ce que j'ai fait. Et le résultat m'a stupéfié. Tous m'ont remboursé et sans retard !

Y. M. B. : C'était le début d'une longue aventure...

M. Y. : Oui, car après être allé voir les banques pour leur demander de prêter aux pauvres, j'ai compris que les règles du système bancaire, avec les garanties exigées, sont ainsi faites qu'on ne prête qu'à ceux qui ont déjà de l'argent. Je décidais donc en 1983 de créer une banque pour les plus démunis : la « Grameen Bank ».

Y. M. B. : L'un de vos critères d'accès au crédit est de constituer un groupe de cinq personnes pauvres désireuses d'emprunter et n'ayant pas de liens de parenté. Pourquoi une telle condition ?

M. Y. : Il y a deux conditions d'accès au crédit de la Grameen Bank. Premièrement, il faut être « très pauvre » ; nous avons établi une série de critères pour définir cette catégorie dans le contexte bangladais. Deuxièmement, il faut, comme vous l'avez dit, constituer un groupe de cinq amis emprunteurs. C'est là un point essentiel de notre système. Il ne fait pas de doute que la dynamique communautaire constitue une explication importante du succès de notre banque. Ceux qui empruntent ne restent pas isolés. Chacun appartient à un groupe qui fonctionne comme

C'est la société qui fait les pauvres. Lorsque que les gens sont autorisés à libérer leur créativité, la pauvreté disparaît.

■ ■ ■ un petit réseau social apportant un soutien psychologique face à la charge de la dette. Rien à voir avec des garants. Ils s'encouragent. La pression sociale positive créée par le groupe aide considérablement les emprunteurs à entreprendre des actions qui, sans cela, leur sembleraient hors de portée.

Y. M. B. : Votre exemple n'est pas pris au hasard. La quasi-totalité (plus de 90 %) des emprunteurs de la Grameen Bank sont des femmes. Et c'est une politique choisie. N'avez-vous pas rencontré des résistances de la part des hommes face à une telle politique ?

M. Y. : Bien sûr. Les maris nous considèrent d'abord comme des « ennemis ». Parce que nous contestons leur autorité. Le simple fait de mettre l'argent entre les mains de la femme modifie le poids du pouvoir au sein du ménage. C'est à elle qu'on prête l'argent et c'est elle qui est l'unique responsable du crédit comme de son remboursement. De même, l'activité financée avec l'argent prêté par la Grameen est son activité à elle – jamais celle de l'homme. Tout ce procédé ignore le mari et le met de côté. Cela crée des tensions. Voilà pourquoi on prend bien le temps de discuter avec les maris pour leur expliquer le programme, faire retomber leur colère et leur incompréhension. Car notre but n'est pas de détruire les mariages. N'oubliez pas que le divorce est une formalité assez simple dans les pays musulmans comme le Bangladesh.

Y. M. B. : Vous prêtez de l'argent non seulement aux pauvres, mais aux femmes pauvres. Ce que les principes bancaires habituels excluent. Parce que vous avez décidé de croire en la capacité entrepreneuriale de chacun...

M. Y. : Tous les êtres humains sont des entrepreneurs. Le système de la Grameen Bank oblige à repenser beaucoup d'hypothèses de la théorie économique dominante. Ainsi admet-on communément que la capacité d'entreprendre est réservée à certaines personnes. On imagine que c'est un talent, comme celui d'être chanteur. Mais les observations que j'ai pu faire parmi les gens que j'ai rencontrés montrent au contraire que tous les individus savent reconnaître les opportunités qui les entourent. Et quand on leur donne les outils permettant de transformer ces opportunités en réalité, ils découvrent et développent cette capacité qui est en chacun d'eux. La pauvreté dans le monde est une création artificielle. C'est la société qui fait les pauvres. Et lorsque qu'ils sont autorisés à libérer leur énergie et leur créativité, la pauvreté disparaît très vite. Selon une enquête interne, 64 % de ceux qui ont été nos emprunteurs durant au moins cinq ans ont dépassé le seuil de pauvreté.

Y. M. B. : C'est incroyable, mais le taux de remboursement des emprunteurs pauvres est presque parfait. D'après votre livre, il est de plus de 98 % ! Comment expliquez-vous cette réussite à l'heure où le système mondial du crédit est en crise et où des milliers d'Américains sont mis à la rue par les organismes prêteurs ?



FACE À MUHAMMAD YUNUS (À GAUCHE), YANN MOULIER BOUTANG (AU CENTRE) DOUTE DE LA CAPACITÉ

M. Y. : Nous avons prouvé que le crédit bancaire pouvait être étendu aux pauvres quand la théorie économique dominante exclut les deux tiers de la population mondiale de tout accès aux services financiers ! Notre réussite pointe justement les vices nichés dans les institutions bancaires telles que nous les avons conçues. Les principes mêmes du crédit, les garanties exigées, les primes de risque, la titrisation, les créances hypothécaires, etc., ont montré combien ce système ne sait pas prêter aux pauvres. Le fonctionnement du système bancaire traditionnel a créé la crise des *subprime*. Eh bien, ce que nous faisons à la Grameen Bank, c'est du « *sub sub sub subprime* ». On prête à des personnes qui sont bien au-dessous des critères habituels d'accès au crédit, sans garantie, sans les étrangler par des taux exorbitants ; et pourtant ça marche. Notre système alternatif ne connaît pas la crise. Le problème n'est pas dans le crédit, il est dans le fonctionnement du système bancaire actuel.

Y. M. B. : Vous pensez que l'accès au capital libère les hommes ?

M. Y. : Absolument. Avec le microcrédit, il ne s'agit pas de sortir du capitalisme mais de le réformer. Le microcrédit consiste à aider à créer une petite activité économique en accordant des prêts d'un montant réduit sans exiger de garanties. Et on observe que, même à cette échelle, l'accès au capital peut transformer des vies humaines. Le problème ne vient donc pas du capitalisme en soi, mais des insuffisances du système que nous avons édifié pour le mettre en œuvre. Si les choses vont mal, ce n'est pas en raison de « défaillances du marché ». Le problème est plus profond que cela. La théorie du libre marché souffre d'une « défaillance de conceptualisation », d'une incapacité à saisir l'essence même de l'humain. Tel qu'il est conçu, le concept de libre marché suppose que les hommes sont des êtres unidimensionnels qui recherchent exclusivement la maximisation du profit. Mais la liberté des marchés ne serait pas menacée si toutes les entreprises ne cherchaient pas à maximiser le profit. Le véritable fond du problème est dans la conception que l'on se fait de « l'activité économique ». C'est là le point de départ de ma proposition.



HYPITALISME À RÉSOUDRE LES PROBLÈMES SOCIAUX. AU BANGLADESH, MUHAMMAD YUNUS AVEC LES FEMMES DU VILLAGE DE BASTA, QUE LE MICROCRÉDIT A SORTIES DE LA PAUVRETÉ (CI-DESSUS).

Le capitalisme que nous connaissons n'est qu'à moitié développé. Il faut créer un système parallèle tourné vers la maximisation du bien-être social.

Il y a, selon moi, deux modèles de business compatibles avec le système capitaliste. Celui, habituel, dont le but est de gagner de l'argent, et celui du « *social-business* » tel que je l'expose dans mon livre. Fonctionnant conformément aux principes de gestion qui ont cours dans une entreprise classique, un *social-business* vise à couvrir au moins l'ensemble de ses coûts, même s'il crée des biens et des services procurant des avantages sociaux.

Y. M. B. : C'est ce type de business que vous avez initié avec Franck Riboud, le PDG de Danone, en créant Grameen Danone.

M. Y. : Grameen Danone fabrique et commercialise au Bangladesh des yaourts à bas prix. Danone investit dans une entreprise qui crée des emplois et lutte contre la malnutrition sans en retirer de dividendes. Elle le fait dans un but social. Nous venons aussi de signer avec Veolia pour apporter l'eau potable dans les villages. Entendons-nous bien, ce sont des entreprises comme les autres : elles visent à faire des bénéfices. Mais ceux-ci sont réinvestis dans l'entreprise dans le but de maximiser le bien social produit.

Y. M. B. : Mais est-ce vraiment à l'entreprise de prendre en charge les problèmes sociaux de ce type ? Ce genre de services ne relèvent-ils pas des attributions de l'État ou des ONG quand celui-ci est défaillant ?

M. Y. : Ce que nous essayons de faire, c'est créer des options. La concurrence est toujours une bonne chose. Si un *social-business* est en concurrence avec le gouvernement, comme l'est par exemple la Grameen Health Care Services sur la santé, et que ses

services sont trop chers par rapport au service public, ou de moins bonne qualité, alors ce *social-business* périclité. C'est l'une des grandes forces de ce concept : il introduit les avantages, le dynamisme, l'efficacité, l'énergie créatrice des marchés concurrentiels dans le champ du progrès social. Le libre marché peut être la réponse aux problèmes sociaux.

Y. M. B. : Il est difficile d'imaginer que le capitalisme puisse devenir moral ; difficile de penser qu'il soit possible de combiner la course aux profits avec le désir de faire le bien...

M. Y. : Pourtant, c'est possible. Parce qu'une seule et même personne peut combiner ces deux aspects. Je peux monter une entreprise traditionnelle pour gagner de l'argent et, par ailleurs, monter un *social-business* à côté parce qu'en plus du fait de vouloir gagner ma vie, je peux aussi avoir envie de faire des choses bien. On a tous un peu des deux tendances. Or la structure capitaliste actuelle permet uniquement de faire de l'argent. Elle n'offre pas d'autres options et n'exprime qu'un seul de vos multiples besoins. Du coup, quand vous voulez exprimer une autre de vos dimensions humaines, vous devez sortir du système économique pour faire de la philanthropie, créer une fondation ou une entreprise caritative. Comme l'a fait Bill Gates, par exemple. C'est une mauvaise option et il y en a une autre meilleure au sein même de l'économie. La différence, c'est que dans le système caritatif, chaque dollar n'a qu'un usage. Il ne revient pas. Et si vous voulez répéter la charité, vous devez donner à nouveau un dollar. Alors que dans le *social-business*, chaque dollar a une vie sans fin ; il est sans cesse réinvesti dans l'entreprise. Voilà pourquoi je crois – ou plutôt je suis sûr – que le capitalisme est capable de reléguer la pauvreté au musée. Mais un capitalisme dans sa version achevée, comme celui que j'imagine. J'ai coutume de dire que le capitalisme tel que nous le connaissons n'est qu'à moitié développé. Ce qu'il faut, c'est compléter le système actuel par un système parallèle tourné vers la maximisation du bien-être social : pourquoi ne pas imaginer un monde où l'on aurait une deuxième Bourse consacrée aux *social-business*, des sociétés de notation pour ces entreprises sociales, un *Social Wall Street Journal*, un *Social Financial Times*, etc. ? ■